

Marclopt, le 24 août 2022

Préfecture de région Auvergne-Rhône-Alpes
DREAL Auvergne-Rhône-Alpes
Service CIDDAE / pôle AE
69419 Lyon Cedex 03

Nos réf. : ECO2235

Objet : Recours gracieux à la suite de la décision de l'Autorité Environnementale dans le cadre d'un examen au cas par cas

Monsieur le Préfet,

La société MACH1 est une PME française qui exerce des activités dédiées à la fabrication de pièces détachées pour l'industrie du cycle (vélo et moto). Elle développe ses activités en relation directe avec des partenaires institutionnels publics, parapublics, grands industriels et distributeurs.

Le site actuel de la société MACH1 est implanté sur la commune de Marclopt (42). Ce site actuel n'est plus en mesure de répondre aux besoins d'investissements de la société à la suite des croissances de ses activités (progression de 32 % du chiffre d'affaires).

La société MACH1 souhaite ainsi implanter une nouvelle unité de production de pièces détachées pour cycle à Cleppé, dans le département de la Loire (42).

Les installations sont projetées à l'intérieur du périmètre de la ZAC de la Font de l'Or. Cette zone est dédiée à l'implantation d'activités industrielles.

Au sens de l'article R. 122-2 du Code de l'Environnement, le projet de construction de la nouvelle unité de production de la société MACH1 entre dans la catégorie 39-a) : « Travaux et constructions qui créent une surface plancher au sens de l'article R. 111-22 du Code de l'Urbanisme ou une emprise au sol dans le sens de l'article R. *420-1 du même code supérieure ou égale à 10 000 m² ».

La société MACH1 a effectué une demande d'examen au cas par cas auprès de l'Autorité Environnementale en date du 23 mai 2022 (demande n° 2022-ARA-KKP-03816).

Par arrêté du 27 juin 2022, l'Autorité Environnementale a décidé de soumettre le projet à **évaluation environnementale**.

L'arrêté de décision du 27 juin 2022 précise que cette décision peut faire l'objet d'un recours gracieux dans les formes prévues ci-dessous, dans un délai de deux mois à compter de la notification de la décision ou de sa mise en ligne sur internet :

Voies et délais de recours

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux à compter de sa notification ou de sa mise en ligne sur internet.

Seule la décision soumettant à évaluation environnementale peut faire l'objet d'un recours contentieux. Sous peine d'irrecevabilité de ce recours, un recours administratif préalable est obligatoire (RAPO) conformément aux dispositions du VII de l'article R. 122-3-1 du code de l'environnement et doit être effectué dans un délai de deux mois à compter de la notification de la décision ou de sa mise en ligne sur internet. Ce recours suspend le délai du recours contentieux. Le recours contentieux doit être formé dans un délai de deux mois à compter du rejet du RAPO. L'administration statuera sur le fondement de la situation de fait ou de droit prévalant à la date de sa décision.

La décision dispensant d'évaluation environnementale ne constitue pas une décision faisant grief mais un acte préparatoire ; elle ne peut faire l'objet d'un recours contentieux. Comme tout acte préparatoire, elle est susceptible d'être contestée à l'occasion d'un recours dirigé contre la décision autorisant le projet.

Où adresser votre recours ?

- **Recours administratif ou le RAPO**

Monsieur le Préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes
DREAL Auvergne-Rhône-Alpes, service CIDDAE / pôle AE
69453 LYON cedex 06

- **Recours contentieux**

Monsieur le président du Tribunal administratif de Lyon
Palais des juridictions administratives

Par le présent courrier, la société MACH1 forme un **recours gracieux** tel que le propose l'arrêté de décision du 27 juin 2022.

A ce titre, et afin de compléter la demande d'examen au cas par cas initiale, ce courrier est accompagné d'un rapport de spécifications environnementales.

Ce rapport présente une analyse des impacts sur l'environnement et des risques accidentels du projet de construction d'une nouvelle unité de production de la société MACH1 à Cleppé (42).

Ce document a pour principaux objectifs :

- D'identifier les autorisations administratives à obtenir dans le cadre du projet ;
- De déterminer la réglementation sur les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) applicable ;
- De définir les principales dispositions constructives à prendre en compte en application de la réglementation sur les ICPE et du Code de l'Environnement d'une manière générale ;
- D'apprécier de manière détaillée les impacts du projet sur l'environnement et les risques accidentels.

Il apporte en particulier tous **les éléments de réponse aux demandes de complément listées par l'arrêté de décision du 27 juin 2022.**

Notamment, le rapport précise :

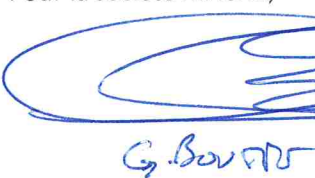
- Le périmètre du projet : plans en Annexe 1 du rapport ;
- Un état initial proportionné, notamment en matière de biodiversité, de ressource en eau et de paysage, ainsi que la définition et la localisation des mesures permettant d'éviter, de réduire les impacts potentiels du projet en phase travaux et exploitation. Ces éléments sont présentés dans le rapport de diagnostic écologique de la société ECOTOPE joint en Annexe 4 du rapport de spécifications environnementales ;
- Une analyse de l'adaptation du projet au changement climatique au chapitre 8.5. du rapport ;
- Un argumentaire démontrant que l'impact carbone du projet est positif par rapport à la situation actuelle (Cf. Chapitre 4 du rapport), et qu'en conséquence la réalisation d'un bilan carbone n'est pas justifiée dans le cadre du projet. *Il est à noter que ce type d'étude ne relève pas d'une obligation réglementaire et induirait un coût important, et que les installations de la société MACH1 ne seront pas à l'origine de rejets atmosphériques ;*
- Un plan des réseaux d'eaux pluviales mis à jour et adapté afin de supprimer toute incidence du projet sur le fossé de transfert des eaux pluviales transitant sous l'autoroute A72 (cf. Annexe 1b au rapport). Ainsi, aucune connexion au fossé précité n'est désormais prévue dans le cadre du projet. Les mesures en lien avec la gestion des eaux pluviales sont présentées de manière détaillée au chapitre 8.2 du rapport ;
- Une notice d'intégration paysagère jointe en Annexe 3 du rapport permettant d'apprécier les incidences paysagères du projet ;
- La création de deux mares de 30 m² chacune, lesquelles viendront rendre l'impact du projet sur les zones humides positif. La localisation de ces mares est illustrée dans le rapport de la société ECOTOPE en Annexe 4 au rapport, ainsi que sur la carte de localisation des mesures écologiques au chapitre 8.3 du rapport.

Au vu de l'ensemble des informations nouvellement fournies, la société MACH1 considère que le projet de construction d'une unité de production de pièces détachées pour vélo situé sur la commune de Cleppé **n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et sur la santé humaine** au sens de l'annexe III de la directive 2011/92/UE modifiée du 13 décembre 2011 susvisée.


En conséquence, en considérant la mise en œuvre de l'ensemble des mesures présentées dans le rapport de spécifications environnementales, et en particulier dans le rapport de diagnostic écologique réalisé par la société ECOTOPE, la société MACH1 estime qu'**une évaluation environnementale n'est pas requise** dans le cadre du projet.

Je vous prie de croire, Monsieur le Préfet, en l'assurance de ma haute considération.

Pour la société MACH1,


G. Bouvier

1303 rue Charles de Gaulle
42210 MARCLOPT - FRANCE
Tél. : +33 (0)4 77 54 40 75
Fax : +33 (0)4 77 54 43 10
composants@mach1.fr



WHEEL COMPONENTS